

Nouvelle loi sur la presse : Nkurunziza invite à bien "la lire et la comprendre"

@rib News, 06/06/2013 Commentaires ironiques de Nkurunziza sur la nouvelle loi sur la presse Le président burundais Pierre Nkurunziza a ironiquement salué la nouvelle loi sur la presse qu'il a lui-même signée à distance, alors qu'il est en voyage au Japon. S'exprimant ce mercredi matin de retour à Bujumbura, devant un parterre de journalistes, Nkurunziza a fait savoir que cette nouvelle loi écrite par les professionnels des médias est l'une des meilleurs que le pays ait connu. « Avant de la signer, je l'ai profondément lu, j'ai aussi comparé cette nouvelle loi avec celle des autres pays que les Etats-Unis », a déclaré le Chef de l'Etat en langue nationale, dans une brève interview accordée aux médias à son arrivée à l'aéroport international de Bujumbura.

Le président Nkurunziza a indirectement accusé les opposants à cette loi de ne pas avoir complètement lu et compris. « Je vous demanderais plutôt de la lire et la comprendre », a déclaré Nkurunziza, ajoutant qu'avant sa promulgation, une équipe de ses conseillers se sont mis ensemble et ont trouvé que la loi était plus que correcte. Selon Nkurunziza, la nouvelle loi sur la presse s'inspire des lois internationalement reconnues, et même aux lois des grandes puissances telles que les Etats Unis d'Amérique. Mais Nkurunziza a-t-il raison de se moquer des journalistes et les leaders des associations des journalistes qui la qualifient de « liberticide » ? Selon le président de l'Association des Radios Diffuseurs du Burundi (ABR) Vincent Nkeshimana, certains pouvoirs essaient d'imposer leurs points de vue concernant la liberté des individus, mais il souligne que si réellement cette loi est mise en application, « il sera difficile de la faire respecter ». Pour la Vice-présidente de l'Union Burundaise des journalistes (UBJ) Marie Claire Ndikumana, cette loi ne concerne pas les journalistes burundais. Personne ne sera en mesure de la mettre en application. C'est une loi rétrograde, a-t-elle martelé. Pourquoi cet acharnement contre les médias par le régime Nkurunziza. Pierre Nkurunziza a eu du mal à contrôler les médias burundais ou à annexer certains des journalistes connus par leur compétence. Ainsi, les mêmes journalistes risquent d'être une barrière contre sa troisième candidature prévues pour 2015 et qui est déjà annoncée dans les colonnes de Jeune Afrique. Selon Pacifique Ninianahazwe président du Forum de Conscience et le Développement (FOCODE), il est incompréhensible que lorsque des questions comme celle de la CNTB sont en cours, on bloque le travail des médias. Il ajoute que même le troisième mandat de Nkurunziza, la pauvreté qui hante le pays et bien d'autres problèmes doivent avoir une couverture médiatique assez importante. En plus Nkurunziza fait face à une « rébellion » interne au sein de son parti qui ne veut plus de sa candidature. Il y a pas mal de mécontents qui, après chaque fin de réunion classée « top secrète », n'hésitent pas à dénoncer, dans les médias, ce qui se fait dans les coulisses de cette ancienne rébellion, arrivée au pouvoir depuis 2005. Appels de l'opposition L'opposition burundaise pas par quatre chemins. Le président de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC Ikibiri) appelle plutôt la population à refuser la mise en application de cette loi. Selon Léonce Ngendakumana, la loi viole la Constitution de la République, les Accords d'Arusha, et même les instruments internationaux que le Gouvernement lui-même a ratifiés. C'est le cas par exemple de la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme. Dans une conférence de presse ce mercredi à Bujumbura, au lendemain de la journée « noire » de cette promulgation, M. Ngendakumana a souligné que Nkurunziza se rend lui-même contre la Constitution, alors qu'il était pourtant sensé la protéger. Entre temps, la tension continue à monter dans les milieux burundais contre cette loi. A l'étranger, la Belgique a été la première à révoquer cette loi de nature à limiter le travail des journalistes.